

### QATAR : FICHE PAYS - NOVEMBRE 2024



Catégorie OCDE (2024) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA / Aa2 / AA-

Change : Riyal qatari (QAR) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

#### FORCES

- 3<sup>e</sup> réserves mondiales de gaz conventionnels
- Large fonds souverain (QIA)
- Stratégie de diversification de l'économie
- Hausse de la demande mondiale de gaz

#### FAIBLESSES

- Tensions géopolitiques dans la région
- Dépendance à la main d'œuvre étrangère
- Dépendance aux hydrocarbures et vulnérabilité aux fluctuations des prix

### SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Stable

#### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2023, l'économie qatarienne a ralenti (+1,2 %) avec un contrecoup lié aux retombées économiques de la Coupe du Monde FIFA en 2022. En 2024, une accélération modérée de l'activité est attendue, avec une croissance du PIB proche de +2 %, soutenue par les secteurs non-hydrocarbures comme le tourisme (notamment grâce à la Coupe d'Asie des Nations 2024) et des investissements dans les infrastructures. Le Qatar devrait connaître une croissance soutenue à moyen-terme, bénéficiant de l'expansion du champ gazier North Field dès 2026 et de sa stratégie Vision Nationale 2030, visant à diversifier l'économie.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le pays dégage un fort excédent public qui tend à diminuer depuis 2023, en raison de la baisse des recettes d'hydrocarbures. L'introduction probable d'une TVA à 5,0 % en 2025 devrait permettre de diversifier les recettes publiques. Le ratio dette/PIB devrait atteindre 41,2 % en 2024.
- Vulnérabilité extérieure : L'excédent courant devrait se stabiliser autour de +13,4 % en 2024, soutenu par la demande mondiale en hydrocarbures, en particulier en Asie et en Europe, ainsi que par le développement du secteur touristique. À moyen terme, le projet d'extension du champ North Field garantira des excédents commerciaux solides. L'ancrage du riyal n'est pas remis en cause.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire demeure résilient et a bénéficié d'une hausse de la rentabilité pendant la période de hausse des taux d'intérêt.

#### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le Qatar maintient une stabilité socio-politique robuste sous l'émir Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani. Les efforts du Qatar en tant que médiateur régional renforcent ses relations diplomatiques à l'international. Bien que des tensions existent avec l'Union Européenne, le Qatar reste un partenaire énergétique essentiel, ce qui limite le risque de dégradation des relations.
- Climat des affaires : La stabilité politique et économique favorise un climat des affaires attrayant. Le Qatar a mis en place des réformes pour attirer des investissements étrangers, y compris un faible taux d'imposition et une législation facilitant la propriété étrangère.

#### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Qatar fait face à des défis environnementaux en raison de ses émissions élevées de CO2 et de sa dépendance aux hydrocarbures. Bien que 100 % de son électricité soit produite à partir de gaz naturel, le pays ambitionne de diversifier son mix énergétique en atteignant 18 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 (principalement grâce à des projets solaires) pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

### STRUCTURE DES ÉCHANGES

#### Principaux partenaires commerciaux + France

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	20,9%	1 Etats-unis	14,6%
2 Corée du Sud	15,0%	2 Royaume-Uni	13,6%
3 Inde	13,0%	3 Chine	11,5%
4 Japon	9,2%	4 Italie	9,0%
14 France	1,4%	6 France	5,0%

Sources : ITC

#### Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

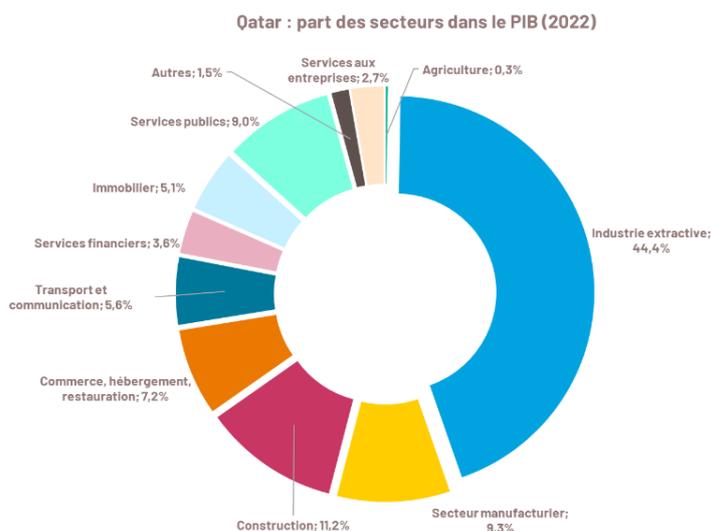
Exportations		Importations	
1 Combustibles minéraux	87,7%	1 Equipements mécaniques	
2 Matières plastiques	2,2%	2 Engins aériens ou spatiaux	
3 Aluminium	1,8%	3 Véhicules automobiles	
4 Engrais	1,8%	4 Métaux précieux	
5 Métaux précieux	1,4%	5 Machinerie électrique	

Sources : ITC

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

QATAR	2019	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	176,4	144,4	179,7	235,7	213,0	221,4	226,2
<i>Rang PIB mondial</i>	57	59	59	54	57	56	55
Population (Mns)*	2,8	2,8	2,6	2,7	3,1	3,1	3,1
<i>Rang Population mondiale</i>	132	131	130	128	126	125	124
PIB / habitant (USD)	63 012	50 957	65 405	80 392	69 541	71 560	72 762
Croissance PIB (%)	0,7	-3,6	1,6	4,2	1,2	1,8****	2,2****
Inflation (moyenne annuelle, %)	-0,9	-2,7	2,3	5,0	3,1	1,0	1,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	6,9	12,7	9,9	7,2	9,0	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dettes publiques (% PIB)	62,1	72,6	58,4	42,6	43,3	41,2	40,2
Solde public (% PIB)	1,0	-2,1	0,2	10,4	5,6	2,0	2,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	2,4%	-2,1%	14,6%	26,8%	17,1%	13,4%	13,3%
IDE (% du PIB)**	-4,1%	-3,6%	-0,7%	NA	NA	NA	0,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)****	5,9	6,7	7,0	8,0	NA	NA	8,6
Dettes extérieures totales (% PIB)	138%	186%	162%	132%	133%	135%	127%
Dettes extérieures CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***	3,64	3,64	3,64	3,64	3,64	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés	18,5	18,7	19,3	19,7	19,9	NA	NA
Taux de NPL	2,2	2,3	2,6	3,6	3,9	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	14,6	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	78	74	72	62	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	83	77	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	1	1	1	1	1	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	46	44	46	39	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/2024), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics, \*\*\*QCB, \*\*\*\*BMI Fitch Solutions, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch



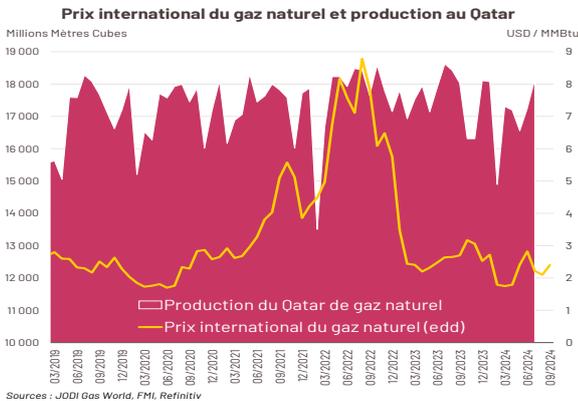
Source : PSA



# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Ralentissement économique en 2023

Après une croissance dynamique de +4,2 % en 2022, portée par la Coupe du Monde de la FIFA et la hausse des prix des hydrocarbures, l'économie qatarienne a ralenti en 2023, avec une croissance limitée à +1,2 %. Ce ralentissement est principalement dû à la fin des projets liés à la Coupe du Monde, notamment dans le secteur de la construction, qui ont pesé sur la dynamique des activités hors hydrocarbures. En revanche, le secteur touristique a été un moteur de croissance, avec une augmentation de +58 % du nombre de visiteurs en lien avec l'organisation d'événements comme l'Expo 2023 Doha. Le PIB lié aux hydrocarbures a également progressé en 2023 (+2,6 % après +1,7 % en 2022 selon le FMI), grâce à la hausse de la production de gaz naturel.



## • Reprise modérée attendue en 2024 et 2025

Les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB proche +2,0 % en 2024, principalement portée par le secteur non-hydrocarbures, alors que la production d'hydrocarbures devrait rester stable. La baisse des taux directeurs de -55 pbb par la Banque centrale (QCB) en septembre 2024 et une inflation modérée (+1,7 % en g.a au S1 2024) devraient soutenir l'investissement et la consommation des ménages. Le tourisme continue de soutenir la croissance, notamment grâce à l'organisation de la Coupe d'Asie des Nations 2024. Par ailleurs, dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> Stratégie nationale du Qatar lancée en janvier 2024, le pays a investi 19 Mds USD dans des projets d'infrastructures (soutenant le secteur de la construction) et réduit, jusqu'à 90 %, les frais imposés aux entreprises pour les services fournis par le ministère du Commerce et de l'Industrie, ce qui permettrait de stimuler l'activité au S2 2024.

En 2025, la croissance pourrait légèrement accélérer et être comprise entre [+2,0% ; +3,1%] selon les instituts de prévisions, principalement portée par le secteur hors hydrocarbures. Les écarts de prévisions reposent sur les

<sup>1</sup> En particulier ceux des trois plus grandes banques : la Qatar National Bank (QNB), la Qatar Islamic Bank (QIB) et la Commercial Bank.

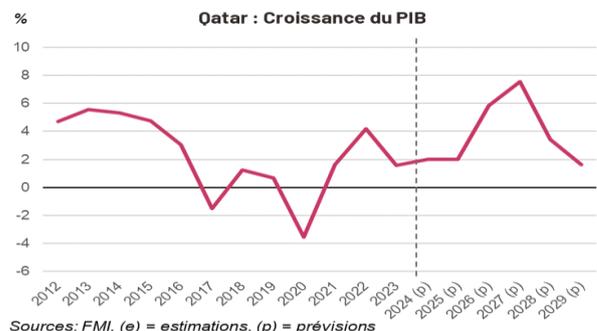
incertitudes liées au rebond des activités liées aux hydrocarbures qui pourrait débuter dès 2025 selon les avancées du projet d'expansion du champ North Field. L'introduction probable d'une TVA à 5 % pourrait entraîner une pression à la hausse sur l'inflation, qui, si temporaire, n'aurait pas vocation à perturber le calendrier de baisse des taux de la QCB, qui devrait calquer son agenda sur celui de la Fed aux Etats-Unis en raison de l'ancrage du riyal à l'USD. Ce contexte favoriserait une augmentation du crédit bancaire et soutiendrait la demande interne. Par ailleurs, une partie des prêts contractés pendant la pandémie Covid-19 devrait être annulée, afin de soutenir l'activité dans le secteur privé et relancer le crédit bancaire. Les projets d'infrastructures soutiendraient également la croissance et l'allègement des contraintes administratives et financières des entreprises devraient dynamiser l'emploi et l'investissement privés.

## • Système bancaire solide

Le système bancaire au Qatar demeure résilient. Dans un contexte de remontée des taux d'intérêt entre 2022 et le S1 2024, le crédit a certes décéléré mais les bénéfices nets du secteur bancaire<sup>1</sup> ont augmenté de +7,5 % en 2023 et affichent une tendance similaire début 2024. Le secteur affiche par ailleurs une rentabilité solide (ROE de 14,6 % en 2023). Malgré une légère hausse ratio de prêts non performants (3,9 % fin 2023 contre 2,6 % fin 2021), les banques sont bien capitalisées, avec un taux de couverture de provisions élevé (80 %), un ratio de solvabilité de 19,9 % fin 2023.

## • Perspectives favorables à moyen terme

À moyen terme, les perspectives économiques du Qatar se montreraient particulièrement favorables. Les instituts de prévisions prévoient une croissance annuelle moyenne comprise entre [+4,7 % ; +5,6 %] sur la période 2026-2028, culminant à +7,6 % en 2027.



Cette dynamique serait largement soutenue par le secteur des hydrocarbures, notamment grâce au projet d'expansion du champ North Field, qui devrait augmenter de +85 % la production de gaz naturel



liquéfié (GNL), atteignant 142 millions de tonnes /an d'ici 2030<sup>2</sup>. Malgré une baisse anticipée des prix du gaz en Europe, le Qatar bénéficiera de ses contrats d'approvisionnement à long terme. Si le pays envisageait de renforcer sa position sur le marché mondial du GNL grâce au moratoire annoncé par J. Biden en janvier 2024, l'élection de D. Trump remet en cause cette perspective. En effet, J. Biden avait interdit tout nouveau projet d'infrastructure de GNL aux Etats-Unis, 1<sup>er</sup> exportateur de GNL en 2023, pour réduire leur impact environnemental. D. Trump a quant à lui promis de supprimer ces restrictions environnementales et d'augmenter les exportations de GNL américaines en délivrant davantage de permis d'exploitation pour de nouveaux gisements. Toutefois, des [mesures de rétorsion de la part de la Chine](#) en réponse à l'augmentation prévue par Trump de 60 % des droits de douane américains sur les produits chinois ne peuvent être exclues. La Chine pourrait décider de réduire ses importations de GNL en provenance des États-Unis et d'augmenter celles en provenance du Qatar.

Conformément au projet Qatar National Vision 2030, le pays envisage de réduire sa dépendance aux hydrocarbures et de poursuivre ses efforts de diversification économique. Le déploiement de cette stratégie repose sur des investissements stratégiques multisectoriels (transport, logistique, tourisme, santé, éducation, numérique), le développement d'infrastructures et de la main-d'œuvre qualifiée (qatarienne et étrangère). La 3<sup>ème</sup> Stratégie nationale (NDS3) mettra l'accent sur les investissements dans le capital humain<sup>3</sup>, l'attraction de travailleurs étrangers (cf. partie 4, climat des affaires), l'innovation (notamment dans l'IA), le déploiement de partenariats public-privés et l'accueil d'événements sportifs et culturels pour dynamiser le tourisme (représentant déjà 10,3 % du PIB en 2023) avec un objectif de 6 millions de visiteurs par an d'ici 2030<sup>4</sup>. Le pays investit également dans les énergies renouvelables, comme avec l'inauguration de sa première centrale solaire de grande envergure en 2022 (station Al Kharsaah), dont des extensions sont prévues d'ici 2030.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

Le Qatar a profité de la hausse des prix des hydrocarbures en 2022 pour augmenter ses recettes et rembourser une partie de sa dette publique. L'excédent

<sup>2</sup> Ce projet se déroulera en deux phases : la 1<sup>ère</sup> (North Field East) sera opérationnelle en 2026, faisant passer la production annuelle de 80 à 110 millions de tonnes, tandis que la 2<sup>nd</sup> (North Field South) permettra d'atteindre 126 millions de tonnes /an d'ici fin 2027 (d'où le pic de croissance prévu cette année-là).

<sup>3</sup> Par le biais de formations co-financées par le secteur privé et des dépenses publiques allouées à l'éducation.

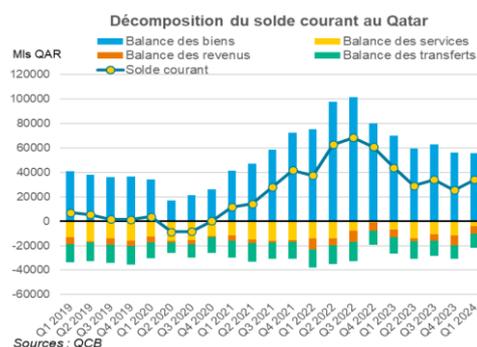
budgétaire du pays a toutefois diminué, passant de +10,4% du PIB en 2022 à +5,6% du PIB en 2023, principalement en raison d'une baisse des recettes liées aux hydrocarbures<sup>5</sup> (-15% par rapport à 2022). Le ratio dette/PIB a ainsi légèrement augmenté pour atteindre 43,3 % en 2023 (après 42,6 % en 2022) et devrait s'établir à 41,2 % en 2024, selon le FMI. Conscient de sa dépendance aux prix des hydrocarbures, le Qatar a adopté, dès 2023, une politique budgétaire prudente, limitant ses dépenses pour compenser la baisse anticipée de ses recettes en 2024 et 2025. Le FMI prévoit un excédent budgétaire de +2,0 % du PIB en 2024.

À partir de 2025, l'introduction de la TVA devrait renforcer les recettes publiques et diversifier les sources de revenus du gouvernement. De plus, l'augmentation progressive de la production de GNL, prévue dès 2026, renforcera l'excédent budgétaire du pays à moyen terme. Par ailleurs, le Qatar compte diminuer le ratio de sa dette extérieure publique à moyen terme.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

### • Réduction de l'excédent courant

Le solde courant du Qatar, après avoir atteint un excédent record de +26,7 % en 2022, a diminué à +17,1 % en 2023, en raison de la baisse des prix des hydrocarbures, que cela soit du côté du gaz naturel (-59 % sur un an<sup>6</sup>), dont le Qatar est le 3<sup>ème</sup> exportateur mondial, ou celui du pétrole (-17 %<sup>7</sup>). La baisse du solde devrait se poursuivre en 2024 et 2025 mais il resterait excédentaire (+13,4 % du PIB en 2024 selon le FMI).



À partir de 2026, le Qatar bénéficiera de l'extension du champ gazier North Field, lui garantissant des excédents commerciaux à moyen terme, soutenus par une hausse de la demande mondiale en hydrocarbure, notamment en Asie et en Europe. La volonté du pays

<sup>4</sup> Le Qatar a exprimé sa volonté d'accueillir les Jeux Olympiques d'été en 2036.

<sup>5</sup> Représentant en moyenne 86 % des recettes totales.

<sup>6</sup> Passant d'une moyenne de 6,52 USD/MMBtu en 2022 à 2,67 USD/MMBtu en 2023.

<sup>7</sup> Passant d'une moyenne de 99,04 USD/baril en 2022 à 82,18 USD/baril en 2023.



d'attirer un nombre croissant de visiteurs permettra aussi de stimuler les exportations de service du pays.

- **Des réserves de change abondantes**

Les excédents courants ont permis au Qatar de détenir d'importantes réserves de change et d'actifs étrangers, qui offrent d'importantes marges de manœuvre à la QCB pour garantir l'ancrage du riyal à l'USD. Par ailleurs, le fonds souverain du pays, Qatar Investment Authority (QIA), détient des actifs significatifs à l'étranger, dont 44,7 Mds USD d'actifs américains en juin 2024, et des réserves en devises étrangères.

- **Un ratio élevé de dette externe**

La dette extérieure du Qatar, bien qu'élevée (133 % du PIB en 2023) à cause de la chute des prix du pétrole en 2014, la pandémie de Covid-19 et les dépenses liées à l'organisation de la Coupe du Monde FIFA, ne présente pas de risque significatif pour le pays. Les nombreux actifs détenus par le gouvernement (cf. supra) et les projets d'investissements lui assurent de respecter ses engagements sur sa dette externe. Le FMI prévoit un ratio de 135 % du PIB en 2024 et 127% du PIB en 2025.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Stabilité politique au Qatar**

Le Qatar bénéficie d'une solide stabilité politique sur le plan local et jouit par ailleurs d'une position diplomatique croissante sur la scène internationale. L'Emir Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, qui a succédé à son père en juin 2013, dispose d'un fort soutien populaire notamment grâce à la Vision Nationale 2030 qui bénéficiera au peuple qatarien *via* différents canaux (cf. partie 1), ce qui renforce la pérennité du régime en place et la confiance des étrangers (travailleurs ou investisseurs) dans le pays. En 2021, la fin du boycott du Qatar par plusieurs pays du Golfe et l'Égypte, a marqué une amélioration de ses relations régionales. Le pays contribue activement aux tentatives de désamorçage du conflit israélo palestinien afin d'apaiser les tensions au Moyen-Orient.

- **Climat des affaires favorable**

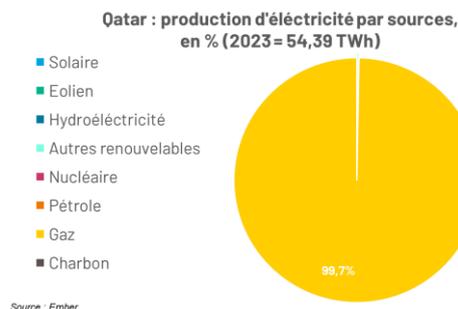
Le climat des affaires est favorable et permet au pays de multiplier des accords et projets à l'international. Le Qatar a notamment mis en place plusieurs réformes pour attirer les investisseurs et travailleurs étrangers (qui représentent 95 % des travailleurs qatariens), dont un taux d'imposition réduit à 10% pour les sociétés, une loi permettant aux investisseurs étrangers de détenir 100 % du capital des entreprises, et des mesures qui visent à

renforcer la protection et la mobilité des travailleurs étrangers, tout en facilitant leur accès à la propriété.

Il collabore avec l'Iran sur un projet de connexion des réseaux électriques et renforce ses liens avec les États-Unis via un accord de sécurité élargi, soutenu par la présence militaire américaine. Grâce au projet d'extension du champ North Field, le Qatar a signé des nouveaux accords de livraison de GNL de long terme avec l'Europe et surtout l'Asie<sup>8</sup> qui dépendent de ses exportations d'hydrocarbure. Ainsi, malgré l'apparition de tensions avec l'Union Européenne dues au scandale de corruption du Parlement Européen, la dépendance économique des deux partis limite la dégradation de leurs relations.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

En 2023, le Qatar est le pays avec les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant les plus élevées au monde. Bien que le Qatar ait gagné 7 places entre 2021 et 2023 dans le classement ND-Gain (qui évalue l'exposition aux risques physiques) grâce à des projets d'amélioration des infrastructures, il reste confronté à des défis importants tels que la rareté de l'eau, sa dépendance à l'eau désalinisée et l'importation de 90 % de ses besoins agricoles en raison du manque d'irrigation.



En raison de son extrême dépendance aux énergies fossiles, le Qatar fait face à un risque de transition significatif. Actuellement, près de 100 % de son électricité est produite à partir de gaz naturel, dont le pays détient 13,1 % des réserves mondiales (cf. partie 1). Le Qatar affiche néanmoins une volonté de transition énergétique, et souhaite atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Dans le cadre de la Vision nationale 2030, le gouvernement s'est engagé à diversifier son mix énergétique en augmentant la part des énergies renouvelables pour répondre à 18 % des besoins en électricité d'ici 2030. Cette ambition repose principalement sur le développement de 4 GW d'énergie solaire, un domaine dans lequel le pays dispose d'un fort potentiel.

<sup>8</sup> 3 contrats de 27 ans ont été signés avec la Chine (2 avec Sinopec et 1 avec la China National Petroleum corporation), d'autres contrats avec le Bangladesh, l'Inde et Taiwan.



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
<b>Clémence Goulet</b>	<i>Economiste Stagiaire</i>	clemence.goulet@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.